



Département de la
Seine-Maritime

Arrondissement du
HAVRE

D.2019.01/05

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 28 janvier 2019

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	29
Nombre de Pouvoirs	03
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **06 février 2019**.

L'an deux mille dix-neuf, le **vingt-huit janvier** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 janvier, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Alexandre **MORA**, Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS**, Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Hélène **SAMPIC**, Sophie **CAPELLE**, Stéphanie **ONFROY**, Jérôme **DUBOST**, Martine **LESAUVAGE**, Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Emmanuel **DELINEAU**

Franck **DORAY** donne pouvoir à Laurent **GILLE**

Juliette **LOZACH** donne pouvoir à Stéphanie **ONFROY**

Absent

Frédéric **LE CAM**


Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 janvier 2019

2019.01/05

Envoyé en préfecture le 01/02/2019
Reçu en préfecture le 01/02/2019
Affiché le 
ID : 076-217604479-20190128-M_DE190128__05-DE

MARCHES PUBLICS – ASSISTANCE ET CONSEIL TOUTES ASSURANCES – GROUPEMENT DE COMMANDES – CONVENTION – SIGNATURE - AUTORISATION

Mr Dominique THINNES, Adjoint au Maire. – La ville de Montivilliers doit souscrire pour ses différents projets d'aménagement, de construction ou d'équipement, des polices d'assurances spécifiques à la construction, telles que Dommage-Ouvrage (DO), tous risques chantiers (TRC), Contrat collectif de Responsabilité Décennale CCRD, ou encore Responsabilité Civile du Maître d'Ouvrage (RCMO). Elle doit également, pour garantir l'engagement de sa responsabilité vis-à-vis des tiers et les dommages auxquels son patrimoine ou son personnel est exposé, souscrire des polices d'assurances de type « responsabilité civile », « dommages aux biens », « flotte automobile », « tous risques expositions » et « risques statutaires ».

Avant de lancer ce type de marché, la ville de Montivilliers souhaite se faire assister d'un prestataire extérieur afin de l'aider à élaborer le programme d'assurances à souscrire, rédiger les dossiers de consultation et les pièces contractuelles et l'assister dans l'analyse des offres et le choix de l'attributaire.

Des besoins ont en outre été identifiés correspondant à la nécessité de disposer d'une expertise permanente en cours d'exécution des polices d'assurance afin d'éclairer la ville de Montivilliers sur la portée des demandes de révisions tarifaires demandées périodiquement par les assureurs, la conseiller sur toutes difficultés d'exécution des polices en matière d'interprétation des clauses ou de gestion des sinistres, et lui faire toutes recommandations utiles, au vu de l'évolution dans le temps des risques garantis, quant à l'adéquation entre le niveau des primes et les prestations des assureurs.

Les besoins étant différents en fonction des projets, il a été décidé de passer un accord-cadre mono-attributaire qui permettra, à la survenance d'un besoin, de lancer un marché subséquent.

La ville de Montivilliers, la Communauté Urbaine de l'Agglomération Havraise, du canton de Criquetot-l'Esneval et de Caux Estuaire, la ville du Havre, le CCAS de la ville du Havre, le CCAS de la ville de Montivilliers et la SPL des Docks ayant chacun ce besoin, il est proposé, conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, de constituer une convention de groupement de commandes dans laquelle la Communauté Urbaine sera coordonnateur pour préparer et organiser l'accord-cadre relevant de la convention de groupement de commandes. L'exécution des accords-cadres sera à la charge de chaque membre.

La Commission d'Appel d'Offres compétente sera celle de la Communauté Urbaine.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le budget de l'exercice 2019 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 28 ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

CONSIDERANT

- que la ville de Montivilliers doit souscrire, pour ses différents projets des assurances en matière de construction et des polices d'assurances couvrant de manière générale son patrimoine et sa responsabilité
- qu'avant de lancer ce type de marché, la ville de Montivilliers souhaite se faire assister d'un prestataire extérieur afin de l'aider à élaborer le programme d'assurances à souscrire, rédiger les dossiers de consultation et les pièces contractuelles et l'assister dans l'analyse des offres et le choix de l'attributaire ;
- que des besoins ont en outre été identifiés correspondant à la nécessité de disposer d'une expertise permanente en cours d'exécution des polices d'assurance afin d'éclairer la ville de Montivilliers sur la portée des demandes de révisions tarifaires demandées périodiquement par les assureurs, la conseiller sur toutes difficultés d'exécution des polices en matière d'interprétation des clauses ou de gestion des sinistres, et lui faire toutes recommandations utiles, au vu de l'évolution dans le temps des risques garantis, quant à l'adéquation entre le niveau des primes et les prestations des assureurs ;
- que les besoins étant différents en fonction des projets, il a été décidé de passer un accord-cadre mono-attributaire qui permettra, à la survenance d'un besoin, de lancer un marché subséquent ;
- que la ville de Montivilliers, la Communauté Urbaine de l'Agglomération Havraise, du canton de Criquetot-l'Esneval et de Caux Estuaire, la ville du Havre, le CCAS de la ville du Havre, le CCAS de la ville de Montivilliers et la SPL des Docks ayant chacun ce besoin, il est proposé, conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, de constituer une convention de groupement de commandes dans laquelle la Communauté Urbaine sera coordonnateur pour préparer et organiser l'accord cadre relevant de la convention de groupement de commandes ;
- que l'exécution des accords-cadres sera à la charge de chaque membre ;
- que la Commission d'Appel d'Offres compétente sera celle de la Communauté Urbaine.

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'urbanisme, de l'habitat, des marchés publics, et des travaux bâtiments ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer** la convention de groupement de commandes entre la ville de Montivilliers, la ville du Havre, la SPL des Docks, le CCAS de la ville du Havre, le CCAS de la ville de Montivilliers et la Communauté Urbaine de l'Agglomération Havraise, du canton de Criquetot-l'Esneval et de Caux Estuaire, portant sur la passation d'un accord-cadre Assistance et conseil toutes assurances.

Imputation budgétaire
Budget principal de la Ville
Sous fonction et rubrique : chapitre 011

ADOPTÉE A LA MAJORITE des suffrages exprimés.

Pour : 31

Contre : 1 (Gilles LEBRETON)

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.